

Toute candidature à une nomination dans l'Ordre judiciaire doit être adressée, à peine de déchéance, par lettre recommandée à la poste à Mme la Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée, en double exemplaire, pour chaque candidature.

Toutes les pièces qui seront jointes à l'appui de la candidature doivent également être transmises en double exemplaire.

Elke kandidatuur voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moet, op straffe van verval, bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan Mevr. de Minister van Justitie, Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven, in tweevoud, te worden gericht.

Alle stavingsstukken die bij de kandidatuurstelling worden gevoegd, moeten eveneens in tweevoud worden overgemaakt.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2003/09805]

### Ordre judiciaire. — Places vacantes

- greffier en chef de la justice de paix du canton de :
  - Heist-op-den-Berg : 1;
  - Landen-Zoutleeuw : 1, à partir du 24 avril 2004;
- greffier au tribunal de commerce d'Anvers : 1, à partir du 1<sup>er</sup> février 2004;
- greffier adjoint à la cour d'appel de Bruxelles : 1;
- rédacteur au greffe du tribunal de commerce d'Anvers : 2;
- employé au greffe :
  - du tribunal de première instance d'Anvers : 1;
  - de la justice de paix du canton de Sprimont : 1;
- secrétaire au parquet :
  - du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :
    - Bruges : 1, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2004;
    - Marche-en-Famenne : 1, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2003;
    - de l'auditeur du travail de Liège : 1, à partir du 10 janvier 2004;
- secrétaire ajoin au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :
  - Liège : 1;
  - Namur : 1, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004;
  - Charleroi : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à « Mme la Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par la Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2003/09805]

### Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- hoofdgriffier van het vredegerecht van het kanton :
  - Heist-op-den-Berg : 1;
  - Landen-Zoutleeuw : 1, vanaf 24 april 2004;
- griffier bij de rechtbank van koophandel te Antwerpen : 1, vanaf 1 februari 2004;
- adjunct-griffier bij het hof van beroep te Brussel : 1;
- opsteller bij de griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen : 2;
- beambte bij de griffie :
  - van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1;
  - van het vredegerecht van het kanton Sprimont : 1;
- secretaris bij het parket :
  - van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :
    - Brugge : 1, vanaf 1 juni 2004;
    - Marche-en-Famenne : 1, vanaf 1 december 2003;
    - van de arbeidsauditeur te Luik : 1, vanaf 10 januari 2004;
- adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :
  - Luik : 1;
  - Namen : 1, vanaf 1 januari 2004;
  - Charleroi : 1.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten, bij een ter post aangetekend schrijven aan Mevr. de Minister van Justitie, Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2003/22929]

**6 OCTOBRE 2003. — Circulaire relative aux autorisations provisoires d'occupation pour les ressortissants afghans ayant introduit une demande d'asile en Belgique avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003**

1. La présente circulaire a pour but de fixer les modalités suivant lesquelles une autorisation provisoire d'occupation peut être délivrée à un employeur pour l'occupation des ressortissants afghans qui ont introduit une demande d'asile avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003 **et** qui ont reçu une décision négative suite à leur demande d'asile, à savoir :

— une décision d'irrecevabilité à l'Office des Etrangers contre laquelle aucun recours n'a été introduit auprès du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides;

— une décision confirmant le refus de séjour au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2003/22929]

**6 OKTOBER 2003. — Omzendbrief betreffende de voorlopige arbeidsvergunningen voor de Afghaanse onderdanen die in België een asielaanvraag hebben ingediend vóór 1 januari 2003**

1. Deze omzendbrief heeft tot doel de modaliteiten vast te leggen waaronder een voorlopige arbeidsvergunning kan worden afgeleverd aan een werkgever voor de tewerkstelling van onderdanen van Afghanistan die vóór 1 januari 2003 een asielaanvraag hebben ingediend **en** die een negatieve beslissing hebben ontvangen over hun asielaanvraag :

— hetzij een onontvankelijkheidsbeslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken waartegen geen beroep werd ingediend bij de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen;

— hetzij een bevestigende beslissing van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen;

— une décision de refus au fond au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides contre laquelle aucun recours n'a été introduit auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés;

— une décision de refus au fond à la Commission permanente de recours des réfugiés.

2. Lorsque, par application de la circulaire du 25 août 2003 du directeur général de l'Office des Etrangers, le délai pour quitter le territoire des personnes visées au point 1 aura été prolongé jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2004 (isolés et familles sans enfants) ou jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2004 (familles avec enfants), une autorisation provisoire d'occupation pourra être accordée à l'employeur souhaitant engager une de ces personnes. Dans ce cas, les règles suivantes sont d'application.

L'autorisation provisoire d'occupation délivrée à l'employeur n'entraîne pas la délivrance d'un permis de travail au travailleur mais l'employeur doit remettre une copie de l'autorisation provisoire au travailleur.

L'octroi de l'autorisation provisoire d'occupation n'est pas soumis aux conditions prévues au chapitre IV, section 1<sup>re</sup>, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 (*Moniteur belge* du 26 juin 1999) portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

Il n'y a pas lieu également à application de l'article 4, § 2, de la loi précitée du 30 avril 1999.

Toutefois, pour obtenir l'autorisation provisoire d'occupation, un contrat de travail écrit, conforme aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, est requis. S'il s'agit d'une occupation comme travailleur saisonnier dans le secteur de l'horticulture, ce contrat doit reprendre les dispositions mentionnées en annexe à la circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1994 (*Moniteur belge* du 14 juillet 1994) modifiant la circulaire du 26 avril 1994 (*Moniteur belge* du 30 avril 1994) concernant les autorisations provisoires d'occupation pour candidats réfugiés (demandeurs d'asile).

L'autorisation provisoire est délivrée pour une période ne pouvant excéder le terme de la prolongation de l'ordre de quitter le territoire (1<sup>er</sup> mars 2004 ou 1<sup>er</sup> juillet 2004).

3. En ce qui concerne l'introduction des demandes d'autorisations provisoires d'occupation, les documents suivant doivent être produits :

- le formulaire de demande d'autorisation d'occupation d'un travailleur étranger;
- une copie du contrat de travail;
- une copie du document sur lequel, par application de la circulaire précitée du 25 août 2003 du Directeur général de l'Office des Etrangers, est annotée la prolongation du délai pour quitter le territoire.

4. Dès l'introduction de la demande d'autorisation provisoire d'occupation, l'autorité chargée de la réceptionner (VDAB, FOREm, ORBEm) délivre au demandeur un document qui constate si la demande comprend toutes les pièces requises.

Dans le cas où le dossier est complet, l'intéressé peut, sur base du document le constatant, être mis au travail immédiatement.

A défaut de décision négative de l'autorité compétente dans un délai de trois mois à dater de l'introduction d'une demande complète, l'autorisation est réputée accordée.

5. La présente circulaire entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 octobre 2003.

F. VANDENBROUCKE,  
Ministre de l'Emploi

— hetzij een weigeringsbeslissing ten gronde van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen waartegen geen beroep werd ingediend bij de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen;

— hetzij een weigeringsbeslissing ten gronde door de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen.

2. Wanneer bij toepassing van de omzendbrief van 25 augustus 2003 van de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken, de termijn om het grondgebied te verlaten van de personen bedoeld in punt 1 zal verlengd worden tot 1 maart 2004 (alleenstaanden en koppels zonder kinderen) of tot 1 juli 2004 (families met kinderen), kan een voorlopige arbeidsvergunning worden afgeleverd aan de werkgever die een van die personen wenst aan te werven. In dat geval is volgende regelgeving van toepassing.

De voorlopige arbeidsvergunning afgeleverd aan de werkgever gaat niet gepaard met de aflevering van een arbeidskaart aan de werknemer, maar de werkgever moet een afschrift van de voorlopige arbeidsvergunning aan de werknemer overhandigen.

De toekenning van de voorlopige arbeidsvergunning is niet onderworpen aan de voorwaarden bepaald in Hoofdstuk IV, Afdeling 1, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1999) houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

Evenmin is er sprake van de toepassing van artikel 4, § 2, van bovengenoemde wet van 30 april 1999.

Een geschreven arbeidsovereenkomst, conform de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, is evenwel vereist om de voorlopige arbeidsvergunning te bekomen. In geval van tewerkstelling in de tuinbouwsector als seizoenarbeider moet die arbeidsovereenkomst de bepalingen bevatten vermeld in de bijlage bij de omzendbrief van 1 juli 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 14 juli 1994) tot wijziging van de omzendbrief van 26 april 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 30 april 1994) betreffende de voorlopige toelatingen tot tewerkstelling voor kandidaat-vluchtelingen (asielzoekers).

De voorlopige arbeidsvergunning wordt afgeleverd voor een periode die de duur van de verlenging van het bevel om het grondgebied te verlaten niet mag overschrijden (1 maart 2004 of 1 juli 2004).

3. Met betrekking tot de indiening van de aanvragen om een voorlopige arbeidsvergunning moeten volgende documenten worden voorgelegd :

- het aanvraagformulier om arbeidsvergunning voor de tewerkstelling van een buitenlandse werknemer;
- een afschrift van de arbeidsovereenkomst;
- een afschrift van het document waaruit blijkt dat, bij toepassing van voornoemde omzendbrief van 25 augustus 2003 van de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken, de verlenging van de termijn om het grondgebied te verlaten wordt bevestigd.

4. Vanaf de indiening van de aanvraag om voorlopige arbeidsvergunning levert de overheid bevoegd voor de ontvangst ervan (VDAB, FOREm, BGDA) een document af aan de aanvrager, waarin vastgesteld wordt of de aanvraag alle vereiste stukken bevat.

Indien het dossier volledig is, kan de betrokkene onmiddellijk worden tewerkgesteld, op basis van het document dat dit vaststelt.

Wanneer de bevoegde overheid geen negatieve beslissing heeft genomen binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de datum van indiening van een volledige aanvraag, wordt de arbeidsvergunning geacht als zijnde toegekend.

5. Deze omzendbrief treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 6 oktober 2003.

F. VANDENBROUCKE,  
Minister van Werk